



PHOTO : FMI

Empêcher une profonde divergence

Pour sortir de la pandémie avec un minimum de cicatrices, les pouvoirs publics devront agir sur plusieurs fronts

Gita Gopinath

LA PANDÉMIE DE COVID-19 et les confinements généralisés imposés en 2020 ont entraîné la pire contraction économique que le monde ait connue en temps de paix depuis la crise de 1929. Le premier semestre 2020 a été marqué par des effondrements record de production, et le rebond n'a été que partiel au deuxième semestre, avec une réouverture progressive des économies à la faveur de mesures décisives de politique budgétaire et monétaire. Même si la mise au point de vaccins a été remarquablement réussie et permet d'espérer une victoire sur la pandémie, de nouvelles vagues d'infection et les mutations du virus laissent présager des temps incertains et des perspectives hasardeuses pour 2021.

Dans la mise à jour de janvier 2021 des *Perspectives de l'économie mondiale*, le FMI a révisé à la hausse ses prévisions pour la croissance mondiale en 2021 afin de prendre en compte le démarrage de la vaccination contre la COVID-19, le maintien du soutien des pouvoirs publics dans les grands pays d'importance systémique et l'adaptation des entreprises et des ménages aux mesures de distanciation physique. Mais cette projection

est très incertaine et met en évidence la divergence saisissante des perspectives entre pays. La Chine a retrouvé au quatrième trimestre 2020 le niveau de croissance prévu avant la pandémie et les États-Unis devraient cette année dépasser leur niveau d'activité de fin 2019. En revanche, plus de 150 pays devraient afficher en 2021 des revenus par habitant inférieurs à ceux de 2019. Et plus de la moitié des pays émergents et des pays en développement où les revenus par habitant s'étaient rapprochés de ceux des pays avancés ces dix dernières années devraient s'en écarter au cours des quelques années à venir. Près de 90 millions de personnes devraient sombrer dans l'extrême pauvreté au cours des années 2020 et 2021, inversant ainsi la tendance des deux dernières décennies.

Ces divergences sont en partie l'expression des différences de composition sectorielle entre les pays. Mais elles traduisent aussi la gravité du choc sanitaire et l'efficacité avec laquelle les gouvernements ont géré la crise. Pour empêcher des perspectives de croissance divergentes et sortir de la pandémie avec un minimum de cicatrices, les pouvoirs publics devront agir sur plusieurs fronts.

Sur le plan médical, les pays avancés et un certain nombre de pays émergents et de pays en développement se sont procuré des doses appréciables de vaccins et ont entamé de vastes campagnes de vaccination permettant d'espérer un assouplissement plus rapide des mesures de confinement et des reprises plus vigoureuses. Toutefois, nombre de pays en développement et de pays à faible revenu n'ont pas si bien réussi à accéder aux vaccins et sont donc tributaires du mécanisme multilatéral COVAX, qui garantit une couverture vaccinale de 20 % de la population seulement. Or la pandémie ne sera pas vaincue tant qu'elle ne le sera pas partout. Afin de vacciner un pourcentage de la population mondiale suffisant pour endiguer la pandémie, il faudra une action mondiale consacrée à accélérer la production de vaccins, accroître les ressources financières du mécanisme COVAX et financer la logistique de la vaccination.

La crise n'a pas seulement eu des conséquences sur la santé, elle a bouleversé de nombreux moyens de subsistance. Tandis que les pays avancés ont l'espace budgétaire nécessaire pour déployer des mesures généralisées et venir en aide aux ménages en situation de détresse économique, d'autres pays, en particulier ceux dont l'espace budgétaire est limité, devront procéder à de délicats arbitrages. Pour empêcher une divergence encore plus prononcée des perspectives économiques, tous les pays doivent continuer de garantir des moyens de subsistance et de maintenir à flot les entreprises viables jusqu'à ce qu'elles soient véritablement sorties d'affaire.

Nombre de pays peuvent accroître leurs dépenses en empruntant tout en maintenant la dette à des niveaux viables grâce à des coûts d'emprunt qui n'ont jamais été aussi bas et qui devraient le rester dans un avenir proche. Mais dans les pays où l'espace budgétaire est limité, les dépenses doivent être consacrées en priorité à la santé et aux transferts vers les plus démunis. Les organisations internationales et les donateurs bilatéraux doivent

veiller à ce que ces pays aient un accès suffisant aux financements concessionnels et aux dons pour favoriser les dépenses fondamentales. Il convient également d'envisager d'élargir les droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI, instrument spécialement conçu en cas de crise mondiale telle que celle que nous traversons actuellement.

Pour les pays les plus durement touchés, en particulier ceux qui ont abordé la crise en situation de surendettement élevé, il sera sans doute indispensable de coordonner au niveau mondial les mesures d'allègement de la dette et dans certains cas de restructuration pure et simple de la dette, au titre du nouveau cadre commun décidé par les pays du G20.

La pandémie a certes fait des ravages économiques à court terme, mais elle a aussi laissé des cicatrices potentiellement durables qui peuvent exacerber davantage les divergences. Les fermetures d'écoles, qui menacent les moyens de subsistance d'une génération d'enfants, sont particulièrement préoccupantes. Ces désorganisations ont coûté très cher notamment aux pays émergents et aux pays en développement, où l'apprentissage à distance est irréalisable dans la pratique. Si rien n'est fait, ce recul des compétences et du niveau d'instruction peut avoir des répercussions sur la vie entière, et donc exacerber les inégalités et précipiter l'agitation sociale. Les pouvoirs publics doivent rapidement prendre des mesures pour assurer que tous les enfants d'âge scolaire puissent bénéficier de l'enseignement à distance. Ils doivent fournir des bons d'achat aux familles pour leur permettre d'acquérir des ordinateurs et autres équipements informatiques, veiller au retour à l'école du grand nombre d'élèves issus des ménages les plus démunis qui ont décroché et mettre en place des programmes permettant aux élèves de rattraper leur retard d'apprentissage.

Il n'existe pas que des divergences entre pays, mais aussi des fractures inquiétantes à l'intérieur des pays. Des millions de personnes qui ont perdu leur emploi en raison des confinements ont rejoint les chômeurs de longue durée, et beaucoup ont renoncé à chercher du travail. Les travailleurs peu qualifiés, les femmes et les jeunes (largement surreprésentés dans les emplois où la distanciation physique est difficile, voire impossible) ont été les plus nombreux à grossir les rangs des chômeurs de nombreux pays, creusant ainsi les inégalités déjà existantes avant la pandémie.

Ces mêmes travailleurs sont nombreux à se heurter à une autre transformation du marché du travail, accélérée par la pandémie : l'automatisation. Les lieux de travail se sont empressés d'adopter des technologies afin de limiter les risques pour la santé des travailleurs et de mieux se préparer à de futurs chocs. Les caisses automatiques remplacent les caissiers des épiceries et les robots conversationnels se substituent aux opérateurs des centres d'appel. Ces changements technologiques peuvent contribuer à l'économie dans son ensemble en augmentant la productivité et la production et en améliorant les niveaux de vie, bien que les observations soient quelque peu mitigées. Ce qui est bien établi, c'est que les travailleurs peu qualifiés sont les plus faciles à remplacer par des machines.

En outre, tandis que la pandémie transforme le monde des affaires, son plus grand impact est sur les petites et moyennes entreprises (PME), qui emploient jusqu'à deux tiers de la main-d'œuvre dans un certain nombre de pays. Les PME sont encore plus largement surreprésentées dans les secteurs d'activité qui impliquent des contacts multiples et sont les plus durement touchés par la pandémie, tels que les loisirs, l'hôtellerie, l'hébergement et les arts.

En raison d'une demande obstinément faible dans ces secteurs, de nombreuses PME disparaîtront si la crise sanitaire se prolonge, processus qui serait accéléré si les pouvoirs publics retiraient prématurément leur soutien. Une baisse du nombre de PME pourrait signifier la disparition, définitive dans certains cas, d'un nombre considérable d'emplois. Là encore, les employés de PME dans les secteurs très affectés par les mesures de distanciation physique verront leur sort diverger défavorablement de celui des employés d'autres secteurs.

Il conviendra d'offrir des garanties de crédit, des financements participatifs et des aides d'urgence du même ordre aux entreprises viables mais en difficulté. Pour rétablir les marchés du travail, il sera indispensable d'apporter un soutien aux tra-

Les travailleurs peu qualifiés, les femmes et les jeunes ont été les plus nombreux à grossir les rangs des chômeurs de nombreux pays, creusant ainsi les inégalités déjà existantes avant la pandémie.

vailleurs victimes de suppressions d'emplois, sous forme d'assurance chômage plus généreuse, d'assistance à la reconversion et d'aide à la transition vers des secteurs en plein essor. Un assouplissement des règles d'admissibilité aux prestations d'aide sociale aidera les travailleurs qui ont été frappés de plein fouet par la pandémie. Ces mesures ne feront pas qu'alléger les difficultés économiques des travailleurs licenciés, mais elles limiteront aussi les risques d'atteinte durable à leur revenu et à leur productivité et réduiront la mortalité plus élevée liée à la perte d'emploi.

Le monde est passé à l'offensive pour vaincre la pire crise du siècle en mettant au point plusieurs vaccins en un temps record dans sa lutte contre la COVID-19. Il faudra une offensive coordonnée encore plus forte de la communauté scientifique et médicale, des gouvernements et des institutions multilatérales pour empêcher une profonde divergence des perspectives entre pays. **FD**

GITA GOPINATH est chef économiste du FMI.